

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales  
320 chemin de Maquens  
ZI la Bouriette – CS 70069  
CEDEX 09  
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 29/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT**

Z.I. de Malvesi - Route de Moussan  
CS 10222  
11100 Narbonne

Références : 2025-509  
Code AIOT : 0006600247

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT implanté ROUTE DE MALVEZY ZI DE MALVEZY 11100 NARBONNE. L'inspection a été annoncée le 01/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale "Perte d'utilités" visant à s'assurer que les exploitants ont bien identifié les enjeux associés et mis en place une stratégie efficace pour éviter la situation accidentelle.

En effet, le monde industriel est aujourd'hui dépendant de la source d'énergie électrique, indispensable au fonctionnement des entreprises. La perte de cette utilité peut être à l'origine de pertes d'exploitation importantes, mais aussi de phénomènes dangereux comme l'incendie ou le rejet de substances dangereuses ou polluantes. La gestion de ces situations dégradées ne

s'improvise pas et doit être anticipée.

Nota : Le Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industriels [BARPI] met à disposition des industriels un flash Aria intitulé "Pertes d'utilité électrique : un circuit court vers l'accident". Ce document présente les éléments d'enseignements issus du retour d'expérience pour permettre aux exploitants de se préparer aux situations de perte d'utilité électrique. Il est disponible à cette adresse : <https://www.aria.developpementdurable.gouv.fr/flash/pertes-dutilite-electrique-un-circuitcourtvers-laccident/>

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANO CHIMIE-ENRICHISSEMENT
- ROUTE DE MALVEZY ZI DE MALVEZY 11100 NARBONNE
- Code AIOT : 0006600247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ORANO exploite sur le site de Narbonne Malvézi une installation de conversion d'uranium naturel.

Cette activité relève de la réglementation ICPE et est encadrée et autorisée par arrêté préfectoral (n°DREAL-UID11-2017-077).

Compte tenu de la nature des substances et des quantités susceptibles d'être présentes sur le site, cet établissement est classé SEVESO seuil Haut, par dépassement de la rubrique ICPE n° 4110-3.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités
- Plans d'urgence
- Sécurité/sûreté
- SGS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	coupure d'électricité (3.c)		
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La perte d'électricité est prise en compte par l'exploitant, des procédures sont établies à cet effet et permettent la mise sécurité du site, notamment via la mise en repli des installations dans leur position de sécurité et l'arrêt de la production.

L'inspection n'a pas constaté de non conformité majeure. Toutefois, les observations suivantes ont été relevées, il est demandé à l'exploitant de les prendre en compte :

- S'il existe une note permettant d'identifier les équipements du réseau secours, il n'en existe pas pour la partie du réseau permanent (sur onduleurs/batteries). Il serait utile, afin d'assurer un pilotage de ces équipements de disposer d'une telle note (au moins par catégorie/famille).
- Le dernier exercice POI mettant en œuvre une perte d'utilité dans le scénario date de 2017. L'inspection note qu'il serait intéressant de prévoir, dans le cadre des prochains exercices POI, un scénario intégrant la perte d'utilité afin que cette donnée soit régulièrement testée sur le site

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après les précisions apportées par l'exploitant avant la visite, l'alimentation électrique de l'ensemble des installations du site provient de deux lignes ERDF :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une ligne d'alimentation "normale", (2 câbles de 20 kW) depuis le poste source à l'extérieur du site ;</li> <li>- une ligne d'alimentation de "secours", (1 câble), depuis le poste source à l'extérieur du site.</li> </ul> <p>Le site d'Orano est "client unique" raccordé sur ces deux lignes, il bénéficie d'un niveau de délestage de niveau 5 (même niveau qu'un établissement hospitalier).</p> <p>Les deux lignes d'alimentation (normale et secours) arrivent sur le poste de livraison à l'intérieur du site. Ce dernier alimente ensuite les 2 postes de répartition (côté Cx1 et côté Cx2) et est également couplé au Groupe électrogène du site : le site est équipé d'un groupe électrogène d'une puissance de 2500 kW (le précédent groupe d'une puissance plus faible a été remplacé en 2022).</p> <p>Une automatisation permet le passage du « Normal/Secours » avec une temporisation de 10 secondes.</p> <p>La perte de l'alimentation électrique est reportée en salle de contrôle du site.</p> <p>Les autres utilités du site listées par l'exploitant sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- air comprimé (produit par compresseur)</li> <li>- azote</li> <li>- eau industrielle pour le process et l'eau incendie,</li> <li>- eau potable</li> <li>- gaz</li> <li>- informatique</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 56</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces</p>

situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]

#### **Constats :**

La stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité est la mise sécurité du site, notamment via la mise en repli des installations dans leur position de sécurité et l'arrêt de la production.

Il existe 3 types d'équipements sur le site, classés par ordre d'importance d'un point de vue sécurité : équipements normaux, équipements secourus et équipements permanent.

--> En ce qui concerne les équipements "normaux" : en cas de perte d'alimentation électrique, ces derniers s'arrêtent.

--> En ce qui concerne les équipements "secourus" : lors de la perte d'alimentation électrique du site, le groupe électrogène (GE) qui se met en route sous 40 secondes, permet d'alimenter le réseau d'équipement dit "secouru". Le GE permet ainsi d'alimenter 5 transformateurs sur les 18 du site. Le site dispose d'une note interne qui identifie les équipements à secourir via le GE, cette note a été présentée lors de l'inspection, sa dernière mise à jour date de juillet 2025. Elle est notamment mise à jour à l'occasion de chaque modification et/ou ajout au sein de l'installation.

--> En ce qui concerne les équipements permanents, en cas de perte d'alimentation électrique, ce réseau d'équipements bénéficie d'une alimentation permanente et sans coupure via batteries et onduleurs.

Le détail des équipements secourus et permanents (liste non exhaustive) est présenté en partie confidentielle.

Le réseau dit "secouru" par le GE ainsi que le réseau dit "permanent" sur batteries et onduleurs permet à l'exploitant de :

- protéger son équipement industriel et ainsi éviter la perte de certaines parties du process ;
- protéger ses équipements de sécurité/sûreté (notamment extracteur d'air, pomperie des poteaux incendies...)

L'inspection relève que, s'il existe une note permettant d'identifier les équipements du réseau secourus, il n'en existe pas pour la partie du réseau permanent. Il serait utile, afin d'assurer un pilotage de ces équipements de disposer d'une telle note.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Observation : L'inspection relève que, s'il existe une note permettant d'identifier les équipements du réseau secourus, il n'en existe pas pour la partie du réseau permanent. Il serait utile, afin d'assurer un pilotage de ces équipements de disposer d'une telle note.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

#### **Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56

[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]

**Constats :**

En cas de perte d'électricité, les installations de production s'arrêtent et sont mises en sécurité. Celles-ci sont conçues pour permettre un arrêt dans une position de repli pour assurer la sécurité des procédés : par exemple, les équipements secourus et permanents permettent au four de l'atelier UO2 de se vider et de ne pas s'arrêter brutalement.

L'exploitant indique par ailleurs que le POI n'est pas systématiquement déclenché en cas de perte d'utilité, sauf événement particulier associé. Le site est toutefois placé en mode "pré-alerte" ce qui permet de créer un PC restreint permettant la prise de décision rapide le cas échéant.

Le dernier exercice POI mettant en œuvre une perte d'utilité dans le scénario date de 2017. L'inspection note qu'il serait intéressant de prévoir, dans le cadre des prochains exercices POI, un scénario intégrant la perte d'utilité afin que cette donnée soit régulièrement testée sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :**

Le dernier exercice POI mettant en œuvre une perte d'utilité dans le scénario date de 2017. L'inspection note qu'il serait intéressant de prévoir, dans le cadre des prochains exercices POI, un scénario intégrant la perte d'utilité afin que cette donnée soit régulièrement testée sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59 « Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du

présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté sa procédure concernant la mise en sécurité des installations, celle-ci détaille les actions à mettre en œuvre selon le délai de la coupure électrique : court (<8h) , moyen (entre 8 et 16h) et long (>16h).

Cette procédure permet à l'exploitant de prendre les décisions en fonction de la durée de la coupure et de prioriser les actions par secteur de production. En horaire normaux, c'est le responsable d'installation qui est tenu de prendre les décisions, hors horaires normaux c'est le responsable technique d'astreinte avec le chef de poste.

Le responsable de la salle de conduite a connaissance de cette procédure et réalise son application. Lors de la visite, l'inspection s'est rendue en salle de conduite, le responsable de la salle interrogé a expliqué cette procédure.

A l'été 2024, une perte d'alimentation électrique totale a eu lieu sur le site (sectionnement par erreur du réseau d'alimentation normal + disjonctage du réseau de secours lors de travaux avec pelle mécanique). Cette situation a permis à l'exploitant de tester en "situation réelle" l'effectivité du système mis en place. Le groupe électrogène a pris le relais et permet la mise en œuvre du réseau d'équipements secourus (alimentation des transformateurs secourus et fermeture des cellules HT non secourues). En 2024, la perte d'alimentation électrique extérieure a duré environ



10 min.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 64 « Equipements à l'arrêt.</p> <p>En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.</p> <p>Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).</p> <p>Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les modalités de maintien de la surveillance en cas de coupure d'électricité sont assurées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- par le report des différents appareils, niveaux et alarmes en salle centrale de conduite ;</li> <li>- par la présence du personnel en salle de conduite qui peut aussi être amené à réaliser des rondes de surveillance le cas échéant.</li> </ul> <p>Sans action de délestage (absence de ligne de secours électrique et de non démarrage du groupe électrogène), le réseau ondulé a une autonomie de 10 à 53 min selon les appareils secours.</p> <p>Les modalités de redémarrage prévues du site, suite à son arrêt/mise en sécurité en cas de perte d'alimentation électrique, sont différentes en fonction de la durée de l'arrêt : ces dispositions sont détaillées dans des fiches de prédémarrage. Le chef d'installation doit réaliser une revue de prédémarrage sur la base de ces fiches avant de prendre la décision finale et lancer le redémarrage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 56 « Utilités.

L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »

**Constats :**

Le détail des équipements secourus, notamment des dispositifs de secours électrique, est mentionné en annexe confidentielle du de contrôle point n°2.

L'ensemble des MMRI du site sont sur onduleurs. Le plus court laps de temps associé aux batteries spécifiques de ces équipements est de 30 min.

Dans le cas d'évolution du site et de mise en place de nouveaux équipements, la nécessité de secourir ces derniers (réseau secouru par le groupe électrogène et/ou équipements sur onduleurs/batteries) est soulevée : pour toute évolution et mise en place de nouvel équipement, une fiche de demande de modifications (FEMDAM) est établie. A l'issue de son analyse, une fiche de recommandations est réalisée (mentionne notamment si l'équipement est à secourir). Cette évolution et/ou ce nouvel équipement ne peut être mis en œuvre que si toutes les recommandations ont été levées et donc prises en compte.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 26/05/2014

Art. 7 « Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »

**Constats :**

<p>Le groupe électrogène du site possède un réservoir de 12 m<sup>3</sup>. Avec une consommation à plein régime, son autonomie est estimée à 21 heures.</p> <p>L'exploitant a contractualisé avec Dyneff pour une alimentation en fioul à la demande - déclenchement à la demande de l'exploitant (avec possibilité de réapprovisionnement en marche).</p> <p>L'inspection ne s'est pas rendue au niveau de la cuve de fioul lors de la visite.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est attendu que l'autonomie du groupe électrogène permette soit la mise en sécurité complète soit de faire face à une coupure longue (au moins 48h). D'après les éléments présentés en inspection, l'exploitant indique que l'autonomie de 21h donnée par son groupe électrogène lui permet une mise en sécurité totale.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 52 « Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.</p> <p>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les éléments relatifs à ce constat sont placés en annexe confidentielle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Plan d'action (6)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en conformité</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 04/10/2010  Art 56 « Utilités.  [...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé à un récolement des dispositions de l'article 56 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié et n'avoir pas identifié de travaux à réaliser pour mettre en conformité ses installations d'ici le 1er janvier 2026.  Les différentes demandes / observations formulées au cours de l'inspection devront, toutefois être prises en compte pour améliorer la prise en compte d'une perte d'utilité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>